

CHILI-QUÉBEC INFORMATIONS



COMITE DE SOLIDARITE QUEBEC-CHILI, 356 ONTARIO EST,
MONTREAL 129, — TEL: 842-8459

DESDE CHILE



"Nous qui écrivons ce bulletin, nous sommes tous des combattants de la résistance contre la dictature. Notre objectif est de lancer ce bulletin d'information à l'extérieur afin de faire connaître aux autres peuples ce que la presse cache ou ignore... Nous voudrions que ce bulletin soit le canal par lequel tous les secteurs de la résistance chilienne peuvent faire entendre leur voix. Nous qui combattons au Chili, nous avons besoin de la solidarité de tous les autres peuples, des travailleurs des groupes démocratiques des autres pays, afin qu'ils dénoncent les crimes des gorilles chiliens et appuient notre guerre à mort contre la dictature."

DISPONIBLES AU COMITE QUEBEC-CHILI
356 EST, ONTARIO, MONTREAL
ET A LA LIBRAIRIE PROGRESSISTE
1867 AMHERTS

0.50

CHILI-QUEBEC INFORMATION:

- est une publication mensuelle du Comité de Solidarité Québec-Chili (Tel. 842-8459)
- s'adresse aux Québécois que le sort du peuple chilien ne laisse pas indifférents et qui veulent être informés de l'évolution de la situation.

FORMULE D'ABONNEMENT

Nom

Adresse

Téléphone

Abonnement régulier: \$5.00

Personnes à faibles revenus: \$3.00

Abonnement-solidarité: \$10.00

Les abonnements de groupe (5 exemplaires ou plus postés à la même adresse) nous faisant épargner des frais de poste, les prix ci-dessus deviennent alors, respectivement: \$4.00, \$2.50 et \$8.00, à multiplier par le nombre d'exemplaires désirés.

**Des exemplaires des
numéros précédents de
CHILI-QUEBEC
INFORMATIONS
sont encore
disponibles au
Comité.**

**No 3: 15 cents
No 4-5: 30 cents**

Faites votre chèque à l'ordre du Comité de Solidarité Québec-Chili, 356 rue Ontario est, Montréal, et inscrivez à l'endos du chèque: "Bulletin".

Dépôt Légal à la Bibliothèque Nationale du Québec
Imprimé aux Presses de l'APLQ

SOMMAIRE

Le Chili un après le coup d'Etat
Le travailleur québécois face au Chili
Lettre d'un réfugié chilien
ITT: une pieuvre à combattre partout où elle se trouve
Nouvelles brèves du Chili
La santé du peuple et l'Etat capitaliste
Contexte Latino-américain:
le Pérou: réforme ou révolution

1	Amérique Centrale: Quand les "Républiques	
6	de bananes" commencent la guerre	16
7	des bananes	
8	Cuba: des élections populaires	17
10		
11	Chili dernière heure: Indemnisations vs Répression	17
	Solidarité Internationale	18
14	Déclaration du MIR	19

Le Chili : un an après le coup



Le 11 septembre 1974, le gouvernement militaire chilien célébrera sa première année de pouvoir. Le peuple chilien lui, commémorera le premier anniversaire de la mort de la démocratie dans son pays: nombreux sont ceux qui se joindront à lui dans le monde, car les espoirs dans la voie chilienne étaient grands. Ce pays d'Amérique latine peu connu de la majorité avait réussi l'exploit d'unifier sa gauche, alors que partout ailleurs les militants passaient toute leur énergie à s'entredéchirer au lieu de s'attaquer au véritable ennemi. Cette union des forces progressistes a permis de s'emparer par la voie électorale d'une partie du pouvoir. Tous se demandaient si on accéderait à la totalité de ce pouvoir. La bourgeoisie nationale aidée ouvertement par les Etats-Unis avait en effet essayé, dès le premier jour, de renverser par tous les moyens ce gouvernement élu par le peuple. Chez les Québécois qui ont des aspirations plus limitées - réaliser leur indépendance - mais qui ont aussi choisi la voie électorale, l'expérience chilienne a suscité un grand intérêt.

LA BOTTE QUI ECRASE

Le 11 septembre, Allende avait demandé aux ouvriers de se cantonner dans leurs usines. Les militaires les ont prises d'assaut: à plusieurs endroits, ils ont fait coucher les ouvriers au plancher pendant toute la journée, et **ils ont marché sur eux**. Quand une tête se relevait, on tuait le "résistant". C'était là une préfiguration du nouveau régime qui commençait.

Les militaires se sont

donnés comme mission "d'extirper le cancer marxiste" qui rongait le Chili; on connaît les méthodes des chirurgiens. Ils ont tué tous ceux qu'ils ont pu à ne plus savoir que faire des cadavres; ils ont chassé du pays les étrangers. Ils poursuivent le "nettoyage"; dès qu'on trouve un sympathisant de la gauche, on l'emprisonne ou le fait congédier: les affamés font d'excellents employés, car celui qui a connu la faim craint de perdre son travail.

Les patrons s'en frottent les mains, surtout qu'on leur a accordé pleine liberté de prix: la nourriture, les médicaments, les meubles, les livres, etc. ont donc monté souvent de plus de **1000%** (mille pour cent!), les loyers de quatre ou cinq cent pourcent, etc. On recommence à quêter, à faire les poubelles, à se nourrir au thé, à mourir. Quand on travaille, on couche à l'usine pour ne pas dépenser le quart de son salaire en autobus. Mais l'économie va se redresser, nous annonce-t-on: les investisseurs américains, canadiens et japonais ont repris confiance en injectant des capitaux. Le Fond Monétaire internatio-

nal, la Banque Mondiale et autres institutions de l'impérialisme ont ouvert leurs coffres. Les évêques envoient leurs bagues pour la reconstruction, les ouvriers voient leur enveloppe de paye allégée d'une "contribution volontaire" au fond de reconstruction nationale, les émigrants doivent laisser deux mois de salaire en "cadeau" au départ. Non, l'argent ne manque pas pour payer le réacteur nucléaire qu'on vient d'acheter (à quand la première bombe atomique?) ni pour acheter les autos à tous les officiers de l'armée, ni pour acquérir des armes modernes plus efficaces que celles qui ont permis le 11 septembre.



UNE MAISON DE CRISTAL

Les militaires chiliens - bien formés et judicieusement conseillés par leurs parrains des E.U. - ont agi vite et avec précision: ils croyaient qu'on assimilerait leur action aux si fréquents

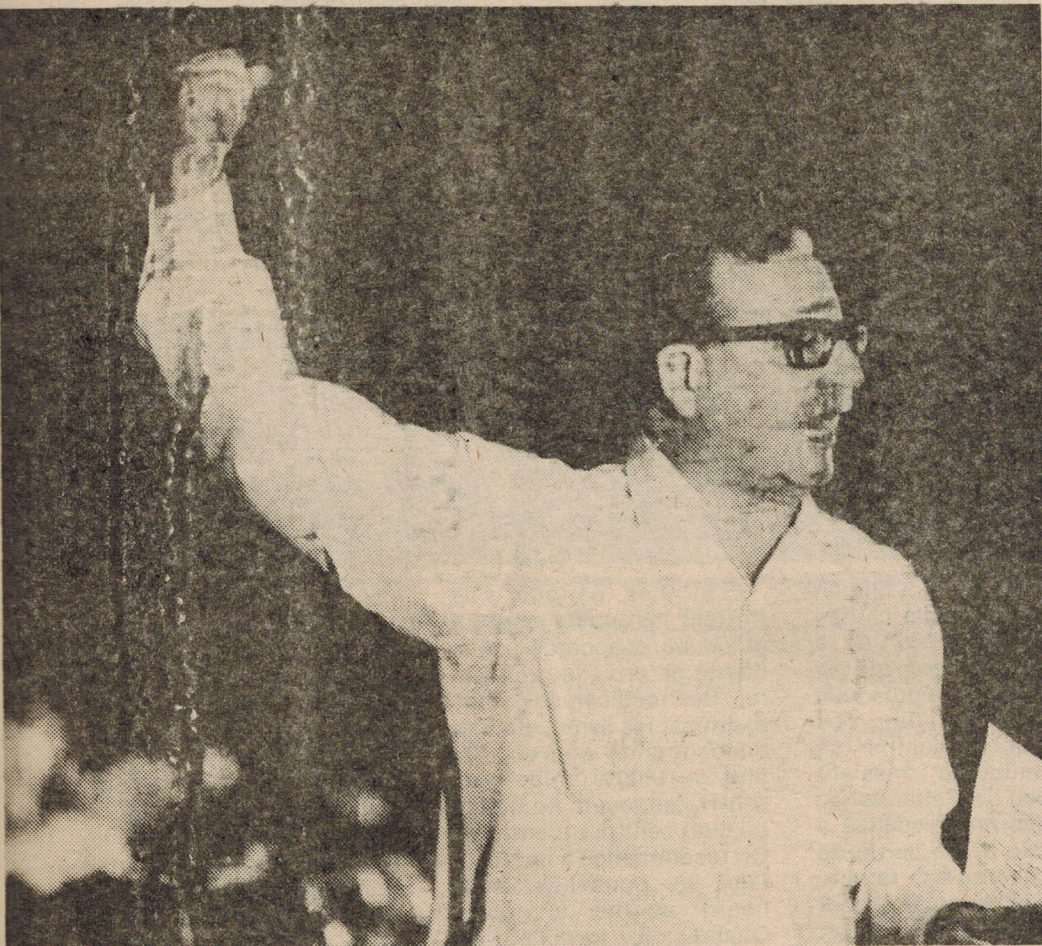
quand de multiples commissions d'enquête internationales répètent qu'il n'y a plus aucun respect de la personne au Chili.

Fait nouveau, l'intérêt à la cause

L'attitude du Canada a été typique des "démocraties" occidentales: notre gouvernement s'est hâté de reconnaître le nouveau gouvernement militaire - entre semblables n'est-ce pas! - tout en fermant très vite les portes de l'ambassade. Seuls quelques Chiliens y ont trouvé refuge et encore les a-t-on acceptés sous la pression populaire canadienne, québécoise en particulier. Par la suite, on a entrebâillé la porte de l'immigration: en fin de compte, l'occasion est bonne de se choisir de la main-d'oeuvre toute préparée de laquelle on élimine soigneusement ceux qui paraissent avoir des aptitudes et des antécédents de militantisme. Par contre, une fois arrivés au Canada, les conditions faites par le gouvernement sont excellentes et l'accueil de la population chaleureux.

CE N'EST QU'UN DEBUT...

Dans son long combat contre les exploitants, la classe ouvrière a gagné une manche sous la bannière d'Allende; Pinochet et sa clique ont arraché la suivante grâce au coup d'état, mais la classe ouvrière n'a pas perdu sa combativité: les militaires le savent, et malgré leur apparente bravoure, ils ont peur. C'est ce qui explique l'acharnement avec lequel ils écrasent toute velléité de résistance: les réunions sont interdites, on ne peut propager de rumeurs, il y a un couvre-feu qui empêche de sortir la nuit, les syndicats libres n'ont pas le droit d'exister, les partis politiques sont en récession, les moyens d'information sont tous directement contrôlés par la junte... C'est le calme apparent; aussi les autorités laissent-elles pénétrer tous les observateurs étrangers qui veulent vérifier sur place. Le sang ne coule plus dans les rues... mais personne ne s'y laisse tromper. Car la junte n'a pas tué l'espoir qui avait fait naître les millions de travailleurs chiliens. La volonté de reprendre en mains la situation persiste, plus vive que jamais; et les généraux ont peur. Ils achètent des armes, ils concluent des ententes avec les gouvernements réactionnaires voisins - Brésil, Bolivie et Uruguay surtout; ils amadouent les Américains en leur payant des dédommagements pour les nationalisations faites sous Allende; ils continuent à tuer, à torturer et à affamer. Ils persistent à maintenir l'état de guerre,



Allende: ce n'était qu'une première manche

putschs d'Amérique latine et qu'on dirait tout simplement "encore un autre".

Par mesure de précaution, ils ont bien fermé toutes les frontières pour faire leur "petit ménage" en famille: mais ils se sont retrouvés dans une maison de cristal, de verre grossissant même, tellement vif a été l'intérêt mondial pour les événements qui se déroulaient au Chili. Les militaires admettaient quelques rares morts, et l'on diffusait des photos de cadavres flottant dans le Mapocho; ils proclamaient la liberté de pensée alors qu'on voyait les soldats brulant sadiquement des tonnes de livres. Ils nient toute entorse aux droits humains

chilienne ne semble pas vouloir diminuer: de multiples comités de solidarité avec le peuple chilien se sont formés partout dans le monde. Des mouvements de pression se sont organisés pour faire changer l'attitude des gouvernements qui se montraient réticents à accueillir des réfugiés chiliens. C'est par centaines que les Chiliens et autres latino-américains menacés de mort se sont précipités dans les ambassades de Santiago; on en a bien abattus quelques-uns alors qu'ils escaladaient les murs, mais nombreux sont ceux qui ont réussi à tromper la vigilance des militaires de faction. Presque partout, réfugiés et émigrants ont été accueillis de façon satisfaisante.

Le Chili un an après le coup Le Chili un an après le coup

ce qui permet de donner double salaire aux militaires. Mais malgré tout, les travailleurs s'organisent; ils savent que la lutte sera longue, mais qu'en fin de compte ils vaincront. La leçon du Viet-Nam porte: quels que moyens qu'on utilise ne peuvent courber l'échine d'un peuple qui se tient, car il faudrait éliminer chacun de ses membres.

LA LUTTE INTERIEURE S'ORGANISE

Pour se maintenir au pouvoir, la junte n'a pas le choix: elle doit réprimer. Ce qui fait qu'elle se met à dos de plus en plus de personnes; un grand nombre de ceux qui avaient souhaité l'intervention militaire pour mettre fin au gouvernement de l'Unité Populaire, qui y avaient même collaboré, regrettent aujourd'hui la situation antérieure.

L'Eglise catholique a chanté le *Te Deum* quelques jours après le coup d'état; petit à petit elle s'est indignée du traitement inhumain donné aux opposants des militaires. Elle est maintenant traitée "d'instrument du marxisme international" parce qu'elle dénonce la torture et la brutalité militaires.

Les partis politiques de gauche sont hors-la-loi; les autres sont au "repos forcé". La Démocratie chrétienne, du centre droit, perd ses moyens d'expression (presse, radio, télévision), ses membres les plus actifs doivent s'exiler; à la base, nombreux sont ses partisans qui collaborent avec leurs anciens ennemis de gauche.

La classe moyenne s'alarme de l'ampleur du phénomène qu'elle a déclenché: le remède est plus amer que n'était la maladie. Les professionnels quittent le pays, les professeurs des universités désertent leurs postes.

L'Unité Populaire en tant que telle est évidemment disparue. Mais les partis qui la constituaient continuent une existence plus ou moins solide. Le Parti Socialiste était mal organisé: un grand nombre de ses dirigeants ont quitté le pays ou ont été pris par les militaires; quant aux bases, elles sont quelque peu désorientées. Le Parti communiste a longtemps vécu dans la

clandestinité: sa structure cellulaire lui a permis de se remettre vite sur pieds, au point d'aller jusqu'à tenir un congrès général clandestin il y a quelques mois! Les militants des autres partis ont repris leur activité: ceux qui ne se sont pas encore regroupés cherchent le moyen de collaborer à l'établissement d'un front commun. Ces efforts d'union se font surtout autour des militants du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), qui ont toujours maintenu leur organisation clandestine et qui l'ont pratiquement gardée intégrale même après le coup d'état, car le MIR ne

EN DEHORS AUSSI ON AIDE

Après un an, les comités de solidarité avec le Chili continuent à être fort actifs: ils diffusent l'information sur la situation intérieure du Chili, ils essaient de forcer les gouvernements à boycotter la junte, ils amassent des fonds qu'ils font parvenir à la résistance.

Les Chiliens émigrés se sont aussi regroupés: les tensions qui menaçaient constamment l'Unité Populaire continuent à mettre en danger l'union des forces exilées: il semble bien que soit à s'opérer une polarisation



C'est la base qui mènera à la victoire du peuple

permet pas à ses membres de quitter le pays, sauf dans des circonstances très spéciales. C'est donc ce mouvement qui articule actuellement la résistance.

Pour l'instant - et pour longtemps encore - le travail se fait à la base: il s'agit de conscientiser la population, de l'organiser pour construire un instrument de masse, et de l'armer; un jour, dans quelques années, ce sera tout le peuple en armes qui se lèvera, qui chassera ses oppresseurs et s'attèlera à la construction du socialisme.

réformistes-révolutionnaires, les premiers sous l'hégémonie des Communistes, les seconds autour d'un axe MAPU - fraction socialiste - MIR. Rome, La Havane et Mexico hébergent les principaux comités de la résistance extérieure. Le nombre de ceux qui avaient les yeux fixés sur l'expérience chilienne était énorme: les militaires n'ont pas réussi à détruire l'espoir ni chez les Chiliens ni chez les autres. Au contraire, leur cruauté continue à recruter de nouveaux appuis à ceux qui se font écraser: c'est excellent, car le combat s'annonce long et difficile.

Le travailleur québécois face au Chili



Des centaines de groupes de travailleurs québécois organisés en syndicats ou groupes populaires ont invité le Comité Québec-Chili pour mieux comprendre ce qui s'est passé au Chili.

Les réactions furent bien diverses selon les groupes et étaient conditionnées tant par leur degré de connaissance du Chili que par leur expérience de lutte au Québec.

CONTESTATION N'EST PAS REVOLUTION

La majorité des réactions des travailleurs québécois face au Coup d'Etat au Chili relève avant tout d'une intuition de classe faute d'une conscience de classe plus développée.

Autant on était d'accord avec le régime d'Allende, autant on est en désaccord avec la Junte Militaire, mais tout cela pour des motifs souvent très vagues. La plupart des travailleurs québécois savaient bien que les travailleurs chiliens mettaient en échec à leur façon le capitalisme national et aussi international. Mais ce que beaucoup moins savaient c'est le contenu de cette "voie vers le socialisme" que les travailleurs chiliens étaient à se frayer. Plusieurs québécois interprétaient avant tout ce mouvement comme une grande contestation, un peu comme celle qui naît un peu partout au Québec. On est facilement contre le système en place qu'on traite parfois de "capitaliste", mais on a très peu de but positif et précis à poursuivre.

Face à la grande mobilisation des travailleurs chiliens, certains disent: "ils sont pauvres, c'est pour ça que ce fut plus facile pour eux de s'organiser et de se révolter". C'est à cause d'une grasse ignorance bien alimentée par les moyens de communication qu'on ne dit pas "ils sont exploités" mais on préfère répéter le passe partout "ils sont pauvres" qui devrait expliquer ce que d'autres font mieux que nous. On se place ainsi à un niveau supérieur selon l'échelle capitaliste et on réduit la révolution au mobile fort limité du gain économique. On est donc loin de réaliser que nos véritables maîtres sont les mêmes qu'au Chili: ITT, Esso, Shell, Anaconda, Kennecott et qu'on subit le même système d'exploitation.

Par ailleurs, les travailleurs plus engagés au Québec se posent d'autres

questions: "Qu'est-ce qui a manqué pour que les travailleurs aient gain de cause?" On sait bien que ce n'est pas un homme qui a manqué son coup mais que c'est tout un peuple qui vient de perdre une bataille car l'enjeu au Chili n'était pas entre les murs d'un parlement.

Tout en s'intéressant aux multiples causes de cette déroute temporaire du 11 sept, les militants québécois n'oublient pas toute la créativité et le courage de ce peuple. Comment se refaisait cette nouvelle société dans les secteurs concrets d'activité? Comment les Comité de Citoyens, les Centres de Femmes, les Centres Culturels s'inséraient dans cette lutte de classe? Quel fut le rôle des syndicats locaux, de la Centrale Unique des Travailleurs, des Cordons Industriels, des Commandos Communaux? Quelles étaient leurs relations avec les partis politiques? Comment ces partis politiques ont-ils travaillé pour développer la conscience de classe et pour avancer dans la lutte contre l'impérialisme local et international?

En somme ce sont des questions comme celles-là qui aident le travailleur québécois à comprendre non seulement ce qui est arrivé à ses frères lointains, mais surtout à comprendre qu'est-ce qui se passe ici même et comment on doit travailler à s'en sortir.

LE CHILI C'EST AUSSI LA FAUTE DES QUEBÉCOIS

Les plus militants saisissent rapidement qu'il n'y a pas de libération parcelée et que l'échec des travailleurs chiliens est aussi dû à l'échec des travailleurs québécois. Qu'a-t-on fait ici avant le "Coup" pour soutenir le peuple chilien? Que fait-on pour mettre en échec ici-même les patrons internationaux?

L'exemple de ce peuple qu'on n'a pu vaincre par des votes ni des obstacles économiques mais qu'on doit soumettre quotidiennement par le fusil et les balles (y inclus celles achetées au Canada) est un stimulant et un défi pour le travailleur québécois.

On s'engage davantage dans la lutte de la classe des exploités contre celle des exploités et on essaye de se tendre la main d'un pays à l'autre car si on a le même ennemi on doit livrer le même combat.



Lettre d'un réfugié chilien

Des millions de Chiliens souffrent la répression d'une nouvelle dictature en Amérique du Sud. Des milliers d'autres ont dû prendre la route de l'exil et vivent dans des pays où ils sont souvent plutôt tolérés que bien accueillis, du moins par les gouvernements. L'un d'eux nous livre ses impressions.

Qu'est-ce que ressent un réfugié politique? Si quelqu'un me posait la question, je lui dirais: le réfugié politique ressent une immense angoisse, qui se perçoit par un état émotionnel indescriptible, quand il se rend compte qu'il ne sait pas jusqu'à quand il devra être matériellement loin de sa patrie dont il connaît les souffrances; il sent l'appel qu'elle lui fait retourner. Il entretient aussi un sentiment d'échec et de culpabilité parce qu'il a été incapable d'éviter, d'empêcher la catastrophe sociale qui étouffe ses frères aujourd'hui, parce qu'il fut et demeure impuissant et en plus timide pour se défendre et rester près des siens qui souffrent. Mais en même temps, il désire ardemment être plus puissant pour éliminer les obstacles qui l'empêchent de retourner dans sa patrie.

Quand je pense à cela, immédiatement il me vient une autre question. Qu'est-ce qui m'a fait sortir du pays? Et là les doutes m'assaillent. Ai-je bien fait de sortir ou aurais-je dû rester là-bas? Serait-ce que je n'ai pas été suffisamment vaillant pour affronter les rigueurs d'une forme de vie totalement contraire à mes idées, à mes valeurs et à mes principes? Ou au mieux, c'est dû à ce que je n'étais pas bien préparé pour affronter une telle adversité?

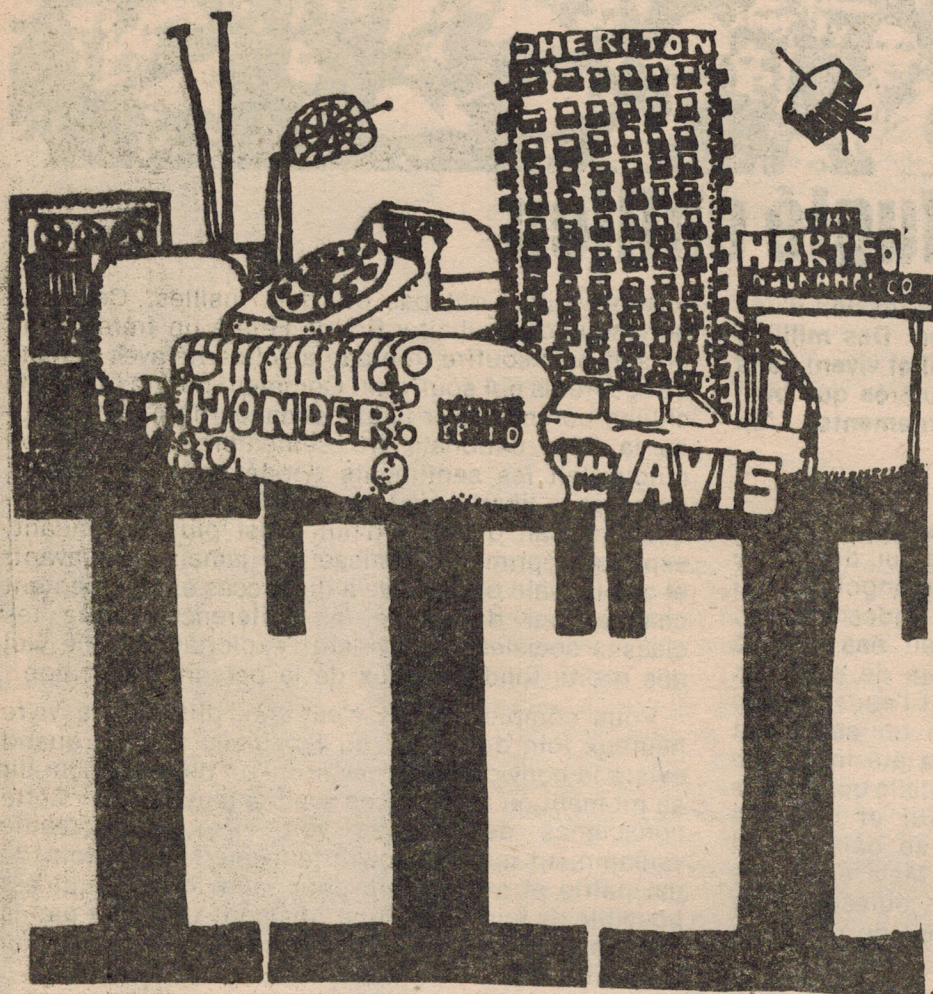
Quand je veux changer de sujet, je pense aux moments que j'ai partagés avec les miens dans la joie. Je me demande comment pourrais-je formuler des vœux de bonheur à ma mère à l'occasion d'une fête, quand elle est restée seule, ses enfants ayant dû partir: les uns à la clandestinité (les plus chanceux), d'autres en prison, d'autres morts à la suite de

tortures s'ils n'ont pas été déjà fusillés. Ce serait burlesque de souhaiter Bonne Fête à un frère quand on sait qu'il souffre trop par la solidarité avec le reste de ses frères qui souffrent. Comment pourra le peuple chilien commémorer l'indépendance du Chili le jour de la Fête nationale (18 septembre), jour où on renouvelait les sentiments d'indépendance sous le signe de la liberté, de la fraternité et de la solidarité quand il sait qu'aujourd'hui il est plus dépendant, exploité, réprimé et rabaissé que jamais auparavant, et que la main oppressive a du succès en augmentant chaque jour davantage les différences entre les classes sociales, moyennant l'exploitation et le viol des droits fondamentaux de la personne humaine.

Vous comprenez que c'est très difficile de vivre heureux loin du milieu où l'on naît, surtout quand existe la conviction du devoir qu'on devait accomplir au moment où sa patrie en avait le plus besoin. Cette conscience de ne pas voir affronté la réalité vaillamment me poursuivra tant que je serai loin de ma patrie et me guidera pour faire tout ce qui est possible de faire, dans une "maison" qui n'est pas la mienne, au bénéfice du frère sans défense, blessé ou maltraité.

Je pense aussi aux travailleurs d'ici. A première vue ils semblent très bien, généralement ils possèdent des autos pour se déplacer, mais les connaissant un peu mieux, je pense qu'ils ont aussi des problèmes et que leurs problèmes, peut-être, sont plus graves que ceux du peuple chilien. Je ne veux pas pécher par méconnaissance, mais je me sens conscient de cet état de chose, car l'aliénation que produit la société capitaliste les maintient aveugles, au moins en général. Ils luttent seulement pour des augmentations de salaires qui leur permettent d'acquiescer les nouveautés matérielles offertes sur le marché. S'ils pouvaient prendre conscience de cette exploitation un jour, ce serait une grande aide pour le peuple chilien et tous les peuples opprimés de la Terre qui luttent pour se libérer.





Une pieuvre à combattre partout où elle se trouve

L'histoire d'ITT est loin de se résumer au "succès commercial" de la onzième plus grande corporation multinationale au monde, avec un chiffre d'affaires de \$8.6 milliards en 1972. C'est avant tout l'histoire de l'exploitation de milliers de travailleurs dans quelques centaines de filiales d'ITT en Europe, en Amérique latine, au Moyen-Orient, en Asie, au Canada et au Québec. Et c'est aussi l'histoire de complots, d'espionnage, d'alliances avec des gouvernements fascistes au cours des cinquante dernières années.

AU QUÉBEC

La compagnie ITT a commencé à faire parler d'elle au Québec au début de 1971, quand le gouvernement Bourassa a signé une entente avec ITT-Rayonier, permettant à la compagnie d'exploiter 26,000 milles carrés de forêts sur la Côte-Nord. De cet immense territoire, ITT tirera de la pâte dissolvante entrant dans la fabrication du textile synthétique dans ses usines d'Europe. Pour ce projet, les gouvernements fédéral et provincial fourniront \$40 millions sur les \$160 millions prévus comme investissement total. Une grosse partie des risques financiers est ainsi assumée

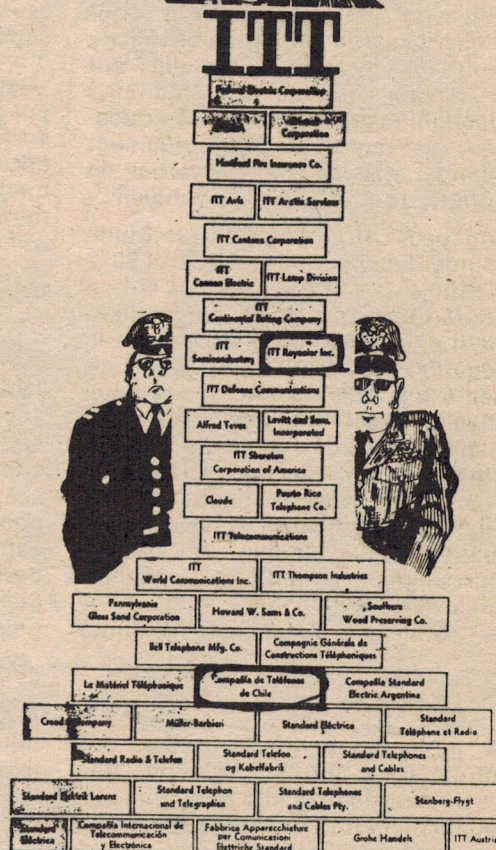
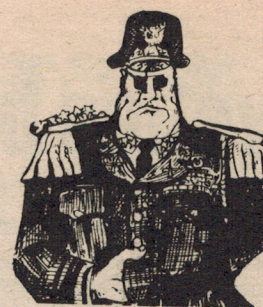
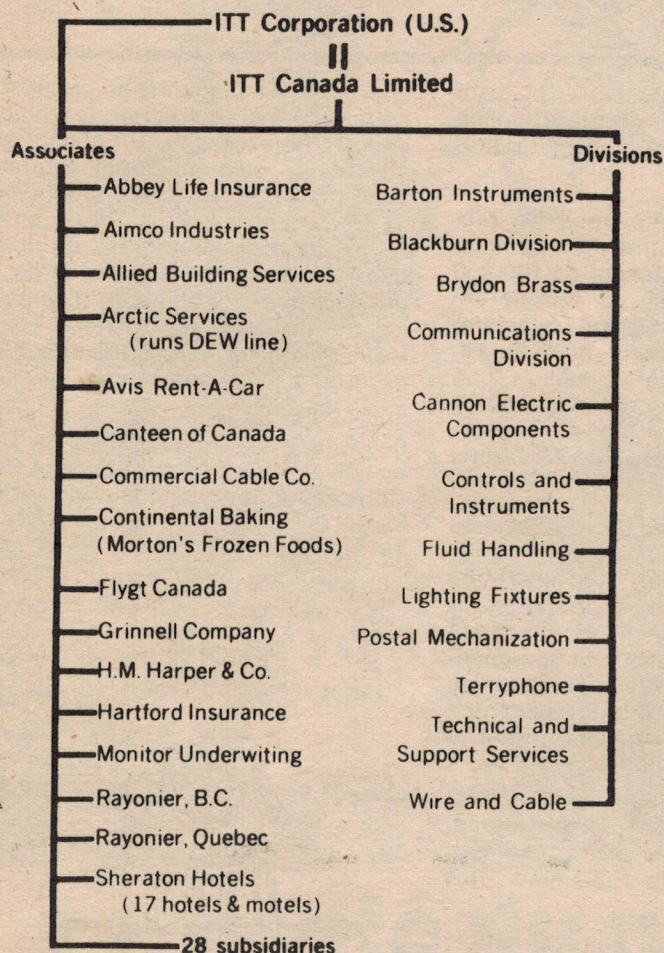


Jean Lesage: une marionnette qui nous coûte cher

par nos gouvernements, alors qu'ITT récupérera très rapidement son capital investi avec des profits nets qui pourront s'élever à \$15 millions par an. De plus, ITT-Rayonier pourra mettre fin à son projet, selon le texte de l'entente, "en cas de force majeure, incluant sans s'y limiter: **agitation civile ou politique ou émeute, grève ou lock-out**, incendies, tempêtes, livraison partielle des matériaux, fluctuations majeures du marché".

Si au Québec, ITT peut agir à sa guise en cas d'agitation civile et politique et de grève, avec la complicité de nos gouvernements, on comprend mieux pourquoi cette même compagnie a comploté pour essayer d'empêcher

ITT's Corporate Skeleton in Canada



l'Unité populaire de prendre le pouvoir
au Chili en 1970.

AU CHILI

Depuis 1930, une entente garantissait à ITT que ses investissements au Chili lui rapporteraient des profits annuels de 10%; en pratique, ITT réalisait environ 25% de profits sur ses investissements dans la Compagnie chilienne de téléphone ainsi que deux hôtels Sheraton, une usine de matériel électronique et un service international de telex-télégraphe. On comprend facilement qu'elle voyait d'un fort mauvais oeil l'arrivée au pouvoir du gouvernement Allende qui avait alors promis de nationaliser les principales industries et les services.

Le plan "pour réduire au chaos l'économie chilienne" a été dévoilé au début de 1972 et les "documents secrets" d'ITT ont alors été largement diffusés au Chili et à l'échelle internationale. Le complot indiquait des représentants de la CIA et des

dirigeants d'ITT, dont le vice-président Gerrity et le président Frei, en collaboration avec d'autres compagnies américaines installées au Chili, pour empêcher que Salvador Allende occupe la présidence après les élections de septembre 1970. Une autre des cartes d'ITT était la possibilité d'un coup d'Etat militaire, dès octobre 1970. Officiellement, toutes ces conspirations d'ITT avaient échoué mais il faudrait être aveugle pour ne voir aucun lien entre ces tractations de 1970 et le coup d'Etat sanglant de septembre 1973.

ET AILLEURS

Historiquement, l'empire ITT a commencé à se développer à Porto-Rico, en 1920; puis l'expansion commença à se faire, en passant par Cuba, l'Espagne en 1923, l'Allemagne en 1930 et ensuite d'autres pays d'Europe et d'Amérique latine au cours de la Deuxième guerre mondiale. Actuellement, ITT contrôle des investisse-

ments étrangers de plus de \$2 milliards et le gouvernement américain par l'Agence internationale de développement (AID) a fourni jusqu'à 70% des investissements d'ITT dans des compagnies de téléphone à travers l'Amérique latine ainsi qu'en Iran et en Thaïlande et au cours des dernières années ses contrats militaires atteignaient une moyenne d'un quart de milliard de dollars par an.

A l'échelle de différents pays, plusieurs luttes ont été entreprises contre la pieuvre ITT. En 1968, alors que des indépendantistes portoricains revendiquaient la nationalisation du service téléphonique contrôlé par ITT, il a été révélé que la compagnie avait monté un dossier complet sur les membres de la Chambre nationale. Au début de 1974, 20,000 travailleurs espagnols ont affronté Standard-ITT plusieurs milliers d'entre eux ont été licenciés. Il faut donc développer une détermination et une solidarité à toute épreuve pour combattre et vaincre un géant comme ITT.

Nouvelles brèves du Chili

• Une délégation de l'Union internationale des étudiants a visité le Chili à la fin d'avril. Ses conclusions sont claires: "La junte militaire a besoin de détruire les universités, car elles ont une longue histoire de traditions philosophiques, culturelles et éducatrices, et durant le gouvernement d'Allende, elles se sont converties en propriété de tout le peuple chilien."

"On peut affirmer avec certitude qu'aujourd'hui au Chili entre 25 et 30% des étudiants ont été expulsés et que du côté des professeurs, ces chiffres varient entre 35 et 50%", soutient la délégation; fait à noter, ces pourcentages s'appliquent à tous les niveaux d'enseignement: primaire, secondaire et universitaire. "La junte ne peut se permettre le luxe de tolérer la liberté de penser... Les militaires savent qu'ils ne contrôleront totalement la situation que lorsque le dernier progressiste sera mort et le dernier professeur emprisonné."

(Chili en la resistencia, Mexique)

• La junte continue à exercer un contrôle total sur l'information. Depuis quelque temps, elle s'acharne sur le poste de radio **Presidente Balmaceda**, propriété du Parti de la démocratie chrétienne: après avoir fermé le poste pendant quelques jours (suite à la diffusion de l'homélie pascale du Cardinal Henriquez), la junte a d'abord exigé de réviser avant leur diffusion tous les bulletins d'information; puis elle a même interdit la diffusion des commentaires de l'ancien président du Parti Démocrate-Chrétien. Et le 11 juin dernier, ça été le comble quand les militaires ont demandé au poste de ne plus lire d'extraits des encycliques papales et de cesser de faire jouer certaines chansons comme la version espagnole de l'hymne à la joie de Beethoven. Les autorités du poste ont donc décidé de ne plus faire autre chose qu'émettre de la musique et retransmettre les bulletins de nouvelles officiels.

(Boletín informativo no 29, Cuba)

• La Confédération des employés privés du Chili (CEPCH) a établi que le budget minimum mensuel pour une famille de quatre personnes était de 76,390 escudos au mois de février de cette année; par contre, plus de 50% des employés gagnaient alors moins

de 18,000 escudos par mois; et dans le cas des ouvriers, la proportion de ceux qui étaient dans cette situation dépassait le 90%.

Depuis cette enquête, tous les prix ont énormément augmenté, de telle sorte que c'est maintenant de 150,000 escudos qu'a besoin la famille de quatre personnes; pourtant, le salaire minimum n'a augmenté qu'à 20,000 escudos, et c'est là le salaire que reçoit la grande majorité des travailleurs chiliens.

(Boletín informativo no 23, Rome)

• Une dépêche de la UPI du 31 mai annonce que vient de se terminer la première phase des conversations entre la junte militaire et les entreprises de cuivre Kennecott et Anaconda pour fixer le montant de la "compensation" que les dites compagnies devront recevoir comme paiement pour les mines expropriées durant le gouvernement populaire.

D'après Julio Philippi, représentant de la Junte durant ces conversations, il s'agit de "réparer les présumées injustices dans le paiement des expropriations".

On se souviendra que durant le gouvernement populaire les grandes

approuvées à l'unanimité au parlement; cette réforme consacrait le principe des profits excessifs. En accord avec ce principe, au moment des expropriations les entreprises nord-américaines se trouvèrent à devoir à l'Etat chilien un montant de 68 millions de dollars dans le cas de l'Anaconda et de 310 millions pour la Kennecott, d'après les calculs du contrôleur général Hector Humeros (par ailleurs ennemi acharné de l'Unité Populaire).

Le 12 mars dernier, la Junte et une des entreprises expropriées, la Mine de cuivre Andina, propriété de la **Cerro Corporation**, ont conclu un accord par lequel le Chili a payé aux propriétaires 18 millions de dollars.

(Buletin informativo no 27, Cuba)



• Le Ministre du travail vient de répéter aux propriétaires de cafés, théâtres et établissements nocturnes en général qu'ils doivent obligatoirement inclure dans leur programme des numéros de folklore. L'ordre n'est pas demeuré lettre morte, puisque 42 cabarets de Santiago ont dû payer l'amende "pour ne pas avoir obéi au règlement du Ministère du travail d'interpréter durant leur programme de la musique folklorique nationale".

(Boletín informativo no 29, Cuba)

• Le Cid, ce poème dont Corneille s'est inspiré pour son oeuvre maîtresse, vient d'être frappé d'interdit par la Junte. On ne pourra plus l'utiliser pour l'enseignement de l'espagnol, car la dictature juge ce poème "conscientisateur" et "prosélytique"; quant au héros du Cid, il serait un "agitateur dangereux dont les exploits légendaires dans la lutte pour l'indépendance espagnole constituent un mauvais exemple pour la jeunesse chilienne".

(Chile en la resistencia, Mexique)

Aux dernières nouvelles Don Quijote a subi le même sort.



Affiche lors des nationalisations: "Maintenant le cuivre est chilien"

mines de cuivre furent expropriées grâce à une réforme constitutionnelle



La santé du peuple et l'état capitaliste

L'équipe de **Chili-Québec Informations** organisait dernièrement une rencontre-échange entre quelques travailleurs chiliens et québécois du secteur "santé". La rencontre avait pour but d'approfondir certaines expériences de la classe ouvrière chilienne qui a une longue tradition d'éducation, de formation et de luttes syndicales et politiques.

De leur côté, les travailleurs québécois savent de plus en plus identifier leur ennemi, sont de plus en plus combatifs et leur volonté de lutte s'affermi davantage. Preuves de cette combativité sont le Front Commun formé par les travailleurs de la santé en 1972 et dernièrement les luttes

menées dans les hôpitaux, plus particulièrement dans la région de Montréal, comme à Notre-Dame, à Sacré-Coeur, à St-Michel, Maisonneuve-Rosemont, etc. Ces luttes-là sont menées par le syndicat là où il est combatif ou encore par un Comité de Travailleurs qui existe à certains endroits.

La combativité ouvrière dans ce secteur se manifeste surtout au niveau des conditions de travail qui sont plutôt pires que mauvaises et le contenu des revendications reflète cette situation. Cependant, comme il n'y a pas de parti ouvrier au Québec, ces luttes-là demeurent partielles en ce sens que souvent elles ne sont

même pas connues des autres travailleurs du même secteur et encore moins reliées à une plateforme politique globale visant le changement radical de la société capitaliste.

On a voulu puiser dans l'expérience de la classe ouvrière chilienne certains éléments de réflexion qui permettraient aux travailleurs québécois d'avancer dans leurs luttes, en analysant par exemple comment les revendications des travailleurs, même économiques, étaient formulées et débattues au Chili dans une perspective politique. C'est dans cet esprit que nous vous présentons un résumé de cette rencontre-échange.

CARACTERE POLITIQUE DES LUTTES

Le problème des politiques de l'état capitaliste était soulevé dans toutes les grèves qui par ailleurs n'étaient jamais considérées comme des luttes isolées. Ce qui frappe ici au Québec, c'est qu'il y a toute une organisation syndicale, mais pas de parti ouvrier, ce qui veut dire que les travailleurs n'ont pas d'instrument efficace pour changer la société. En effet, comment peut-on aspirer à changer la société si on ne pense pas à prendre le pouvoir?

Au Chili, c'était complètement diffé-

rent. Par exemple ce sont les partis politiques qui ont poussé la syndicalisation, contrairement à ce qui s'est passé ici. La classe ouvrière chilienne a une histoire de plus de 50 ans de luttes politiques et syndicales menées de front. L'unité syndicale réalisée dans la Centrale Unique des Travailleurs (CUT) a été le fruit d'une longue lutte de conscience politique des travailleurs pour créer cet instrument plus efficace qu'est une centrale syndicale unique.

La même chose s'est produite avec le Service Nationale de Santé (SNS). Ce service dépend directement du ministère de la santé et est responsable de la plus grande partie (70%) des soins médicaux qui se donnent dans le

les revendications salariales et en même temps lutter pour la réalisation de leur plateforme politique à long terme: la prise du pouvoir pour changer la société d'exploitation.

SOLIDARITE POLITIQUE

Durant les grèves, les travailleurs de la santé fendaient d'autres syndicats, même d'usines, pour leur demander leur appui solidaire afin d'avoir plus de poids pour obtenir ce qu'ils demandaient; les mêmes contacts s'établissaient avec les étudiants. La lutte ouvrière n'est pas concevable sans une espèce de

secteur nord sont concentrés le plus grand nombre de médecins et de ressources hospitalières, comparativement aux autres secteurs et régions, même de tout le pays: 1,000 médecins sur 5,500 au pays et 5 hôpitaux. Par contre les 19 petites cliniques de quartier, situées un peu partout dans le secteur nord, ne peuvent compter sur aucun médecin à leur service, ce qui suppose que les gens doivent se rendre à l'hôpital, faire la queue durant une journée pour recevoir un numéro qui leur donnera droit à des soins médicaux dans quelques semaines ou même dans quelques mois.

Sensibilisation:

Face à cette situation, les militants des syndicats des travailleurs de la santé et des partis politiques de gauche ont voulu faire quelque chose. Le premier pas a été de faire ressortir cette contradiction en l'expliquant, chiffres à l'appui, dans un tract qu'ils ont distribué à tous les habitants du secteur.

Organisation:

Une fois la sensibilisation faite, ils ont convoqué tous les organismes existants dans le secteur à une grande assemblée pour former le "Commando de Défense de la Santé du Peuple". Pour ne nommer que quelques organisations membres du Comando, on peut citer: les syndicats locaux des travailleurs de la santé de chaque hôpital (5), le même syndicat, mais au niveau régional, les associations d'étudiants en médecine, les centres de mères, les comités de citoyens, les conseils locaux de santé rattachés aux 19 petites cliniques, etc., en tout une trentaine d'organisations syndicales et populaires.



Mobilisés en "Commando de Défense de la Santé du Peuple"

pays. Il est venu remplacer différents autres services existants avant 1952, services de soins médicaux conçus comme des oeuvres de charité. Grâce à la pression des partis politiques de gauche et de toutes les autres couches de la population alliées des travailleurs, le projet de loi créant le SNS, présenté par Salvador Allende, alors ministre de la Santé, a été adopté en 1952.

C'est dire qu'une conception de nécessaire socialisation des services de santé était déjà présente dans les débuts et les buts du SNS. Même si les travailleurs de la santé y ont mené des luttes pour des revendications de salaires et des fardeaux de tâche, ils le faisaient avec une conscience politique. Ils savaient très bien que dans le contexte d'un état capitaliste, bourgeois, dépendant, etc., il ne fallait pas se laisser prendre au jeu de l'autogestion et de la participation à l'administration. Au contraire il fallait continuer

résonnance politique, car les partis de gauche et les syndicats mènent la même lutte, qui doit déboucher sur différents fronts en même temps; il faut faire vibrer la population, c'est-à-dire qu'elle en vienne à prendre parti dans chaque lutte.

EXEMPLE VECU

Situation:

La lutte s'est déroulée dans le secteur nord de la ville de Santiago. Ce secteur est nettement ouvrier et de ce fait souffre des maux communs à tous les quartiers ouvriers urbains: forte densité de population (600,000 hab.), absence d'eau courante et d'égoût, peu de magasins où se ravitailler, transports publics insuffisants, et bien sûr possibilité et qualité des soins médicaux presque inexistantes.

La contradiction, c'est que dans ce

Lutte:

Le principal adversaire était le doyen de la faculté de médecine dont dépendait un des 5 hôpitaux, le plus achalandé et le plus riche en ressources. Le Comando décida de se donner une plateforme politique qui incluait ses principales revendications.

Ici il faut ouvrir une parenthèse pour dire que ce doyen de faculté faisait partie du 80% de médecins chiliens, groupés dans le traditionnel et réactionnaire Collège des Médecins, qui ont été un des éléments moteurs dans le renversement du gouvernement de l'Unité Populaire. Sous la Junte ils sont donc très écoutés et c'est ce qui explique la répression la plus cruelle qui s'est abattue, dès le 11 septembre, sur les autres médecins (20%) qui appuyaient Allende. Tous ont été touchés: plusieurs sont morts, d'autres ont été emprisonnés et torturés et le reste a dû s'exiler.

Plateforme:

1. Discuter et analyser dans les organisations de base (comités de citoyens, syndicats, etc.) ces réalités pour augmenter la conscience du droit à la santé pour tout le peuple.

2. Exiger que les médecins sortent de l'hôpital pour aller donner leurs soins dans les 19 petites cliniques du secteur, car les ressources matérielles et humaines existent et cela ne nuira pas à l'enseignement ni à la recherche.

3. Lutte pour la participation des travailleurs à l'intérieur et à l'extérieur de l'université, dans les décisions qui s'y prennent, et cela sur une base d'égalité complète quant au vote.

4. Intégrer le plus de monde possible au Comando.

Evidemment le doyen a d'abord refusé de satisfaire aux revendications 2 et 3. Pour mieux camoufler ce refus, - car il n'osait pas refuser carrément, dû à la mobilisation du peuple organisé - il a présenté au Comando un supposé plan pilote où les médecins commenceraient à aller dans une seule des 19 petites cliniques. En réponse à ce refus, le Comando lui a présenté un plan par étapes, dont la première serait d'assurer les soins dans 9 cliniques, et la deuxième dans les 10 autres. Devant la détermination du Comando et la pression du peuple, le doyen n'a pas pu faire autrement qu'accepter. Le plan a commencé à se réaliser tel que prévu, mais n'a pas pu être complété à cause du coup d'Etat.

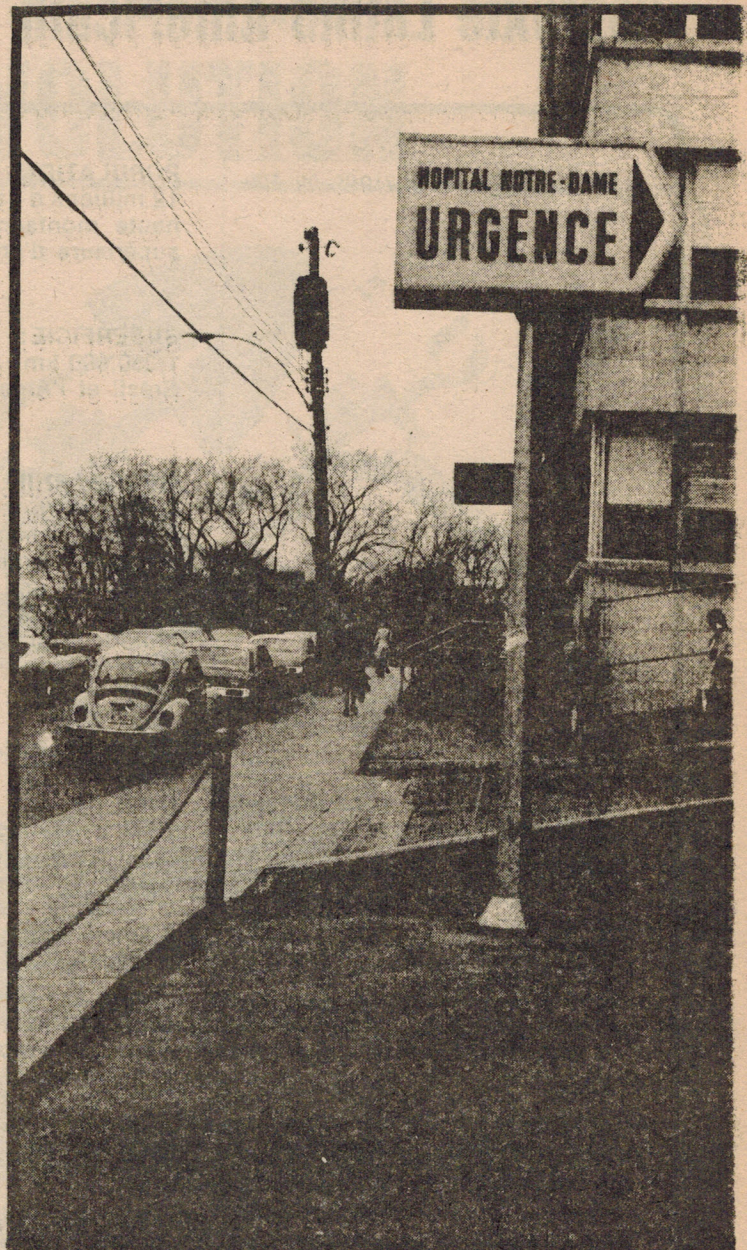
Leçons:

Cette lutte a permis aux travailleurs, aux étudiants et au peuple en général de prendre conscience que l'Université n'est pas une entité isolée, abstraite et que le peuple organisé a droit aussi d'intervenir dans la définition du style de soins médicaux dont il a besoin, dans la définition et la formation du médecin et il a droit d'en finir avec mille et une questions inutiles pour le pays et pour le peuple et sur lesquelles la Faculté fait de la recherche en utilisant à cette fin de nombreuses ressources médicales de l'hôpital universitaire, pourtant située dans un secteur de 600,000 habitants laissés sans soins.

LUTTE A L HOPITAL NOTRE DAME

A l'époque de cette rencontre-échange, les syndiqués de l'hôpital Notre-Dame étaient en débrayages. Certains éléments de leur "grève" démontrent qu'au Québec les syndiqués voient de plus en plus clair et savent conduire leurs luttes de mieux en mieux. Parmi ces éléments, il faut souligner les suivants:

*Urgence au Québec:
faire plus d'argent
avec les hôpitaux*



1. Ils ont su aller chercher des appuis solidaires auprès d'autres syndiqués, notamment de la CSN, du CCSNM et de la Fédération des Affaires Sociales à laquelle ils sont affiliés. Ces appuis se sont soldés, non seulement par des déclarations ou des résolutions, mais concrètement par un soutien financier et par des manifestations de rue importantes.

2. Ils ont fait un effort remarquable pour diffuser les objectifs de leur lutte et sensibiliser le public en général, y compris les malades eux-mêmes, par des pancartes, des tracts et un numéro spécial de leur journal. Si l'on tient compte que les travailleurs ne comptent sur aucun quotidien ni sur aucune force politique organisée en parti, on comprend que ces tentatives de sensibilisation prennent du temps à percer et à rejoindre le grand public.

3. Enfin et c'est sans doute l'aspect le plus révélateur, les syndiqués de Notre-dame ont très bien démasqué la politique de l'état capitaliste en matière de santé, politique qui tend à réduire les coûts au maximum, en diminuant le personnel au point de mettre en danger les malades. C'est ce qui est arrivé en inhalothérapie où 7 techniciens devaient faire le travail de 28. Cette situation n'est pas exclusive à Notre-Dame, mais commune à tous les hôpitaux et ça les travailleurs de Notre-Dame l'ont fait connaître.

La victoire qu'ils ont obtenu (à 80%) après 6 semaines de débrayages démontre que l'état capitaliste peut plier quand il se sent attaqué au point juste - dans ce cas-ci, sa politique en matière de santé - et quand les travailleurs s'y opposent avec détermination.



POPULATION

12 millions d'habitants dont la moitié d'Indiens Quechuas et Aymara, vivant en haute montagne. Le reste est formé de métis (cholos) et d'une "caste" supérieure d'origine européenne.

SUPERFICIE:

1,250,000 km soit le 3ème pays d'Amérique du sud pour l'étendue après le Brésil et l'Argentine (un peu moins que le Québec).

GEOGRAPHIE:

3 régions fortement contrastées. La **plaine côtière**, désert coupé de vallées fertiles où l'on cultive le sucre et le coton (on y trouve la plus forte concentration urbaine et industrielle). La **montagne (Sierra, Altiplano)** où les paysans indiens pratiquent une agriculture primitive et l'élevage (lamas, vaches et moutons, 9,000 - 12,000 pieds d'altitude). La forêt tropicale de l'Amazone (**montaña**), à l'intérieur du pays est la région la plus étendue, mais elle est encore très peu peuplée.

L'économie en 1968

Revenu annuel par habitant: \$300, mais très inégalement réparti (chez les paysans des montagnes, il tombe à moins de \$100).

Agriculture: 15% de la production nationale: 1% des propriétaires (10,000) possèdent 83% des terres, tandis que 99% (800,000) en possèdent 17%. L'agriculture se compose d'un secteur **semi-féodal** (montagnes) où il existe encore des formes de servage, et d'un secteur **capitaliste** (côte) où des grands monopoles étrangers produisent sucre et coton pour l'exportation. L'agriculture emploie 50% de la population active.

Mines: 7% de la production nationale, mais plus de 50% des entrées de devises. 89% de la production est contrôlée par 3 monopoles américains:

La **Cerro de Pasco Corp.**, au centre du pays, la **American Smelting**, et la **Marcona Mining** au sud. De 1950 à 1970, les compagnies américaines rapatrièrent aux Etats-Unis 790 millions de profit net, d'un investissement total qui ne dépassa pas 284 millions

Industrie manufacturière: se développe surtout à partir de 1950. Les secteurs de pointe (fonderies, usines de montage, etc...) appartiennent aux monopoles étrangers, le capital national se contente des miettes (construction domiciliaire, alimentation).

Pêche: principale activité d'exportation, avec les mines, se développe à

partir de 1955. Le Pérou produit en 1968, 2 millions de tonnes de farine de poisson et des dérivés. Quelques grands monopoles nationaux, mais 50% de la production est contrôlée financièrement par les entreprises étrangères.

De pair avec cette dépendance semi-coloniale, on trouve la séquelle classique: mortalité infantile (extrêmement élevée), espérance de vie moyenne de 40 ans, (30 ans pour les mineurs), chômage dans les villes (28%) et sous-emploi dans les campagnes.

La situation en 1974: un million et demi de Péruviens de plus.

Revenu par tête: dépasse les \$400 mais est **plus concentré** qu'en 1968. Les ouvriers et les paysans ont fait les frais de la "stabilisation économique" imposée par le Fond Monétaire International: l'inflation et le gel des salaires ont vu les revenus **réels** du peuple décliner de 15% en 1968-69, pour remonter très faiblement ensuite. En 73 seulement, la hausse des prix des denrées de base atteint 30%.

Agriculture: ne représente plus que 12% de la production nationale, 4 millions d'hectares de terres ont été expropriées, surtout sur la côte, mais en partie dans les montagnes. Elles ne sont pas remises aux organisations paysannes, cependant, mais aux comités de gestion dirigés par l'Etat et sont administrées selon les mêmes normes de rentabilité capitaliste. Par

ailleurs, le manque d'assistance technique maintient une faible productivité, et, il faut importer massivement des aliments.

Mines: les mines de la **Cerro de Pasco Corp.** sont expropriées par l'Etat, mais, avec l'indemnisation (généreuse); cette dernière fonde un consortium pour l'exploitation de la mine à ciel ouvert de **Cuajones**, dans le sud, infiniment plus rentable. On annonce des investissements de \$1.5 milliards, dont 35% par l'Etat, d'ici 1975.

Industrie manufacturière: la croissance se poursuit (représente désormais 23% de la production nationale) mais l'industrie se détourne des biens de consommation de masse - dont le marché est limité par suite du bas niveau des revenus populaires - pour des biens d'"élite": automobile, électro-ménager, etc... Ce type d'industrie emploie peu de main-d'oeuvre et exige de coûteuses importations de machinerie.

Pêche: Ce secteur est en déclin, pour des causes en partie naturelles - changements catastrophiques dans la température des eaux littorales - en partie organisationnelles. On essaie de retrouver le niveau de 1972...

La séquelle des maux du sous-développement ne s'est pas modifiée sensiblement... Les revendications populaires sont cependant formulées d'une façon de plus en plus cohérente par des organisations de classe des travailleurs.

REFORMES OU REVOLUTION

1. Les contradictions d'un régime

La nature véritable du régime militaire qui a pris le pouvoir au Pérou en octobre 1968 a longtemps constitué une énigme pour les observateurs étrangers comme pour les militants au Pérou même. Le régime s'est attiré une sympathie de la gauche par une série d'actions d'éclat d'orientation nationaliste et populaire très différentes de celles qui caractérisent habituellement les "gorilles" - comme on appelle en Amérique latine les militaires: à titre d'exemple, mentionnons l'expropriation **sans indemnisation** de l'International Petroleum Company (IPC) filiale de ESSO, une réforme agraire qui s'est d'abord attaquée aux monopoles agro-industriels américains (Grace & Co. Anderson Clayton...), une refonte de la législation de travail qui donne aux travailleurs une certaine "participation à la gestion et aux bénéfices", une modernisation de l'éducation, etc. etc. toutes ces mesures font partie d'un plan établi que Maldonado, l'un des porte-paroles "libéraux" du régime a qualifié de "socialisme dans la liberté". A côté de ça la Révolution Tranquille du Québec des années 60 apparaît comme de la petite bière. Face à ces mesures, et aux rapprochements avec les Pays de l'Est, comment ne pas penser, avec le Parti Communiste Péruvien, que la "voie péruvienne", mènera, en fin de compte, au socialisme, et qu'un vrai militant socialiste doit appuyer "inconditionnellement" le régime Velasco.

Cependant certains faits cadrent mal avec cette conception, faits qui se sont multipliés surtout depuis un an: en mai 1973, la mise à pied de 700 mineurs de Cuajones - le Labrador City du Pérou - provoque une grève de solidarité au niveau des bases dans tout le secteur minier - métallurgique du sud. Riposte gouvernementale: l'armée prend le contrôle du territoire, on brise la grève, on suspend les garanties constitutionnelles, on déporte le secrétaire du syndicat à Panama. En octobre de la même année, le syndicat général des instituteurs (SUTEP), pour appuyer ses revendications concernant l'indexation des salaires au coût de la vie (lequel a grimpé de 30% en un an), déclenche une grève de 24 heures. Riposte gouvernementale: on empri-



"Participation à la gestion et aux bénéfices"...

sonne 17 dirigeants du SUTEP, et on licencie 1,000 enseignants... pour "attitudes contre-révolutionnaires". Lors des manifestations de solidarité

avec des étudiants et des travailleurs, on compte des morts et des blessés: les "meneurs" sont déportés à Sépa, camp de concentration situé dans la jungle amazonienne...

La question qui se pose alors est: comment le **même** gouvernement peut-il proposer les transformations plus radicales de toute l'Amérique latine et avoir recours à la répression la plus brutale des travailleurs? Pour répondre à cette question, nous essaierons de situer le gouvernement militaire actuel par rapport aux luttes du peuple péruvien pour sa libération.

(à suivre)

Pérou dernière heure

Nationalisation des 10 grands quotidiens

Les 10 grands quotidiens passent aux mains des travailleurs pour qu'ils "cessent d'être les porte-paroles et les défenseurs des intérêts d'une minorité".

La droite s'est organisée pour riposter mais le gouvernement a déclaré qu'il fera usage de la force s'il le faut.



federacion de trabado-
res-cerro de pasco corp.

Au Pérou au moins on commence par nationaliser



gouvernement hondurien et entreprend des ralentissement de travail. Même réponse à Costa Rica où les travailleurs décident de faire la grève si la compagnie ne paie pas la taxe. Le 1er juillet, les 6,000 travailleurs continuaient leur grève.



TENTATIVES DE COUP D'ETAT

Le gouvernement de Panama déclare que ces compagnies ont ourdi un complot visant à assassiner le président nationaliste de Panama, Torrijos, et à renverser les gouvernements de Costa Rica et du Honduras qui veulent imposer la taxe. Le président Torrijos salue le courage des travailleurs et les exhorte à continuer la lutte contre les Yankees.

La guerre des bananes représente peut-être plus la volonté des gouvernements d'avoir une plus grosse part du gâteau qu'une position résolument anti-impérialiste, mais, mobilisés, les travailleurs eux peuvent vite aller plus loin.

Si bientôt les compagnies veulent vendre leurs bananes deux fois plus chères en nous disant que ce sont les coûts de production qui auront augmenté, on comprendra que c'est une manoeuvre pour cacher la hausse de leurs profits (la tactique des compagnies pétrolières donne des fruits...) et se rappeler qu'on se nourrit des fruits de l'exploitation des travailleurs et peuples d'Amérique Centrale et du Sud.

Cette histoire donne aussi à penser qu'on voit mal le chef du P.Q. (qui se plaît à répéter que le Québec n'est pas une République de bananes) lancer les mots d'ordre de grève pour appuyer des revendications du même genre et commencer à mettre au pas les compagnies yankees.

Amérique Centrale : Quand les «Républiques de bananes» commencent la guerre des bananes

Quand on pense à l'Amérique Centrale, on pense tout de suite à la "United Fruit", aux bananes et aux dictatures militaires qui protègent les intérêts de la première.

Les choses semblent changer un peu. En mars dernier, sept pays d'Amérique Centrale et du Sud décident d'augmenter le prix des bananes à l'exportation en mettant une taxe de \$1.00 par caisse de 28 livres. Ils se sont affrontés aussitôt aux vrais boss de la région: les trois géantes compagnies américaines qui contrôlent en autres la production de bananes, de même que la mise en marché: La Standard Fruit, United Brands (anciennement United Fruit) et Del Monte.

LA RIPOSTE DES TRAVAILLEURS

L'Union des travailleurs de la Standard Fruit du Honduras soutient aussitôt "la décision patriotique" du



Le Québec n'est-il vraiment pas une "république de bananes"?

Cuba

Des élections populaires

A une question d'un étudiant chilien qui lui demandait: "Quand y aura-t-il des élections à Cuba? (sous-entendant que cela représenterait un retour à la "démocratie"), Fidel a répondu: lorsque, il y a un certain temps, dans une manifestation de masse on a parlé du projet de tenir des élections, spontanément, la foule s'est mise à crier: "Des élections, pour qui?, des élections, pour quoi?" Ce fut un constat du fait que pour le peuple cubain, les élections sont quelque chose de totalement dépréciée et qu'il les rejetait.

Cependant, le 1er janvier dernier, célébrant le 15ème anniversaire de la Révolution, Raul Castro a annoncé la tenue prochaine d'élections populaires dans la province de Matanzas. Le 30 juin, tous les habitants de plus de 16 ans de la province sont allés élire (parmi plusieurs candidats) de façon directe, universelle et volontaire, leurs délégués



"Les masses choisiront les meilleurs"

aux Organes du Pouvoir Populaire. Le processus d'élection aboutira à la création des O.P.P. Cette expérience sera analysée lors du premier congrès du Parti Communiste Cubain, l'an prochain et l'on prévoit l'étendre à tout le pays.

Les délégués exerceront des responsabilités exécutives aux niveaux municipal, régional et provincial, dans le secteur économique et des services publics. Les délégués pourront être révoqués en tout temps par le peuple. Fait significatif, on a mis fin aux critères bourgeois d'apolitisme de l'armée et les membres des Forces Armées Révolutionnaires se sont rendus aux urnes.

Bien que les journaux bourgeois diffusent cette nouvelle comme si enfin à Cuba on revenait à la normale, cette élection représente l'aboutissement d'un long processus de la construction du pouvoir populaire. Elle signifie la concrétisation des conquêtes populaires après 15 ans d'éducation et de politisation du peuple sous la conduite d'une avant-garde révolutionnaire, le Parti Communiste Cubain. Ces élections ne sont plus la mystification du peuple sur son propre pouvoir comme ici, où chacun en votant pense avoir élu son représentant, pas plus que la justification que se donne un pouvoir bureaucratique des membres d'un Parti qui se dit représenter la classe ouvrière. Elles sont le signe de la maturité du peuple à prendre son sort en main.

Chili dernière heure

Indemnisation VS répression

Pourquoi fait-on un coup d'état?

Les dernières décisions d'indemnisation de grandes compagnies faites par la junte montrent bien qui, entre autres, avaient intérêt à mettre fin au gouvernement de l'Unité Populaire:

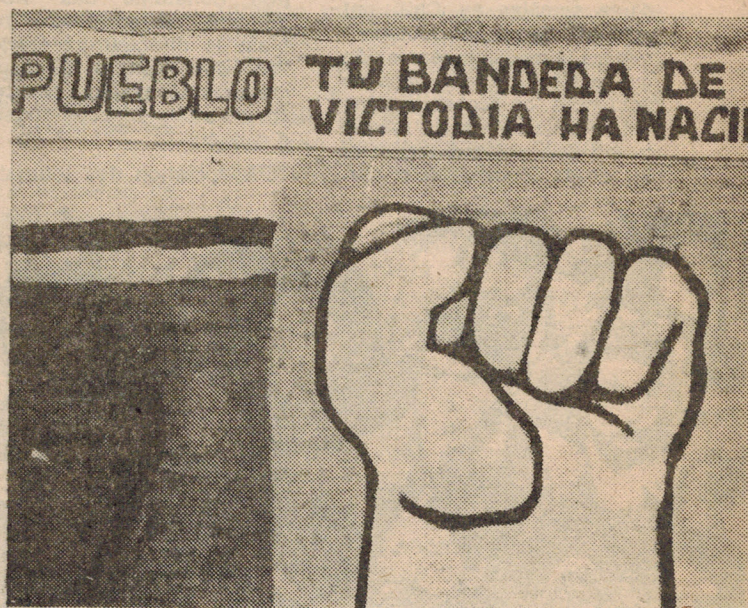
Anaconda: \$65 millions et \$188 millions de bons à 10% sur une période de 10 ans.

Cerro Corporation: \$42 millions en mars dernier
Kennecott Copper: elle n'a encore rien touché, mais ne perd rien pour attendre.

Pendant ce temps là, au Chili, l'inflation est de 1000% (mille pourcent) et le travailleur doit dépenser le salaire de 10 heures d'ouvrage pour son autobus de la semaine.

LES TRAVAILLEURS TRAITES COMME DES BANDITS

Sous prétexte d'expurger les milieux de la pègre, la junte chilienne a arrêté récemment près de 1000 personnes. C'est un des procédés policiers qui permettent d'appréhender les militants qui travaillent dans la clandestinité. Cela n'est qu'une preuve de plus que la résistance s'organise et que les militaires ne peuvent pas ne pas le voir...et en avoir peur.



"Peuple: le drapeau de ta victoire est né."

AMERIQUE LATINE

A Lima, les participants à la première Conférence Interaméricaine sur les aspects juridiques de l'indépendance économique se sont mis d'accord pour prendre en charge la défense des prisonniers politiques chiliens.

La IXème Conférence des partis communistes et autres d'Amérique Centrale et du Mexique a émis une déclaration dans laquelle elle proteste contre les crimes dont est victime le peuple chilien.

AMERIQUE DU NORD

Le Syndicat unique des ouvriers de l'industrie métallurgique de l'Arizona a approuvé une résolution condamnant les actes de la Junte militaire chilienne. La résolution a été envoyée à l'ONU, à l'Organisation Internationale du Travail (OIT), à la Commission sénatoriale pour les affaires extérieures du Congrès américain.

Un important secteur des journalistes américains a commencé une campagne de solidarité avec les travailleurs des moyens de communication au Chili, qui sont victimes de la répression. Ils ont commencé à amasser des fonds pour les journalistes prisonniers et leurs familles.

Les avocats montréalais Georges Lebel et Bernard Mergler de retour d'un voyage d'une semaine au Chili ont présenté dans un document remis à la presse la répression qui existe au Chili. Dans ce document, on accuse la junte militaire de mentir au monde quand elle prétend respecter les droits fondamentaux sur-

tout lorsqu'on fait des similitudes à des accusés devant des conseils de guerre qui constituent "une parodie de justice".

EUROPE

Des partis de gauche (Communistes, socialistes, sociaux démocrates, radicaux) des syndicats et des organisations de jeunesse venus de vingt-huit pays européens ont participé les 6 et 7 juillet à Paris à la conférence de Solidarité avec le Chili. Une déclaration commune des partis chiliens a été lue par Carlos Altamirano, secrétaire-général du Parti Socialiste. La Conférence a lancé un appel à l'opinion publique internationale pour que cesse au Chili l'état de guerre interne et en particulier les arrestations arbitraires, les tortures, les jugements sommaires. M. Altamirano dans le discours qu'il a prononcé au nom des sept partis représentés, a proclamé la volonté "irrévocable et définitive" des signataires de texte de "lutter pour la défaite complète de la junte militaire" en écartant "toute transaction douteuse fondée sur des raisons humanitaires".

La 59ème Conférence de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) réunie à Genève en Suisse a décidé en Assemblée plénière de condamner la Junte militaire chilienne à cause de la violation constante des droits humains et syndicaux. En plus, le directeur-général de l'OIT doit prendre toutes les mesures nécessaires pour envoyer au Chili une commission d'enquête.

L'Association des journalis-

tes suisses a approuvé une déclaration qui exprime son indignation pour les persécutions dont souffrent les journalistes progressistes au Chili.

Les présentations du spectacle "Chile en el Corazon" à l'Olympia de Paris se sont terminées le 15 juin, après avoir donné lieu durant deux semaines à d'importantes manifestations de solidarité avec le Chili. La première partie du spectacle comprenait des chansons de Isabel Parra, Patricio Castillo, Inti-Imani et Quilapayun. Dans la deuxième partie, le groupe Quilapayun interprétait la "Cantata Santa Maria de Iquique".

EN GRANDE BRETAGNE

Plus de 50 députés travaillistes ont présenté une motion à la Chambre des Communes afin "que soient rétablis les droits humains au Chili, comme condition préalable pour la négociation de la dette du Chili".

A Glasgow en Ecosse, une manifestation a eu lieu pour protester contre l'intention du gouvernement britannique de donner quatre bateaux de guerre à la junte militaire chilienne. Plus de 10,000 personnes ont participé à cette manifestation de solidarité.

L'Association des Travailleurs catholiques italiens a émis une déclaration dans laquelle elle se solidarise avec les critiques émises contre la Junte militaire par le Cardinal et la Conférence épiscopale du Chili.



Opinion du MIR

pour unifier les forces

politiques et impulser la lutte contre la dictature militaire

NOTE: Nous avons fait part récemment à toutes les forces politiques susceptibles d'arriver à une alliance, d'un extrait de notre document interne où nous précisons en général notre préoccupation pour la situation actuelle, ses causes et notre tactique.

Aujourd'hui, dans le but d'accélérer le processus de l'unité des forces politiques qui facilitera l'unité de la classe ouvrière et du peuple contre la dictature gorille, nous résumons et précisons notre proposition sur ce qui nous semble fondamental pour une alliance du type que nous proposons.

Nous sommes convaincus que de ce qui a été dit dans notre document interne, il y a divers aspects au sujet desquels existent aujourd'hui des divergences de différentes natures entre nous et les forces politiques à qui nous avons communiqué le document. Cependant nous sommes sûrs que malgré ces divergences, il y a suffisamment de points sur lesquels nous sommes d'accord pour réaliser l'unité entre nous, laquelle est non seulement possible mais indispensable.

Dans cette esquisse nous précisons les aspects qui nous paraissent fondamentaux et sur lesquels nous proposons de centrer la discussion et l'accord.

1. SITUATION

1) Nous vivons une étape de contre-révolution bourgeoise qui prend la forme de dictature militaire. Celle-ci, représentant les intérêts de l'Impérialisme et de la grande bourgeoisie, a aboli les libertés démocratiques, a instauré au Chili un régime de superexploitation du travail et a recommencé le processus de dénationalisation de notre économie.

2) La classe ouvrière et le peuple ont été durement frappés et mis en tutelle. Leurs organisations ont été dissoutes et la plupart de leurs conquêtes, sur tous les terrains, ont été arrachées par le feu et le sang. Le mouvement de masses et la gauche ont été et sont encore brutalement réprimés.

3) La tâche fondamentale est de faire naître un grand bloc social qui développe la lutte contre la dictature militaire jusqu'à son renversement. Pour cela il est nécessaire d'unir l'ensemble du peuple dans la lutte contre la dictature et il est nécessaire aussi d'obtenir stratégiquement le plus haut degré d'unité possible entre toutes les forces politiques de la gauche et les progressistes disposées à pousser la lutte contre la dictature militaire.

II. LE FRONT POLITIQUE DE LA RESISTANCE

1) Nous l'entendons comme la plus forte unité possible qu'on puisse réaliser aujourd'hui entre les partis de l'Unité Populaire, les secteurs du Parti Démocrate Chrétien (PDC) disposés à combattre la dictature et le Mouvement de Gauche Révolutionnaire (MIR).

2) Si la nécessité stratégique est claire, ses avantages immédiats et concrets sont: la réanimation immédiate et la cohésion du mouvement de masses qui amèneraient à un renforcement évident. Cela assurerait la jonction de la coordination et l'unité de travail des forces politiques dans tous les secteurs où elle se concrétiserait et de la multiplication de la solidarité internationale.



MANIFESTATION DU MIR A SANTIAGO DU CHILI.

3) La plateforme immédiate autour de laquelle **aujourd'hui** il est possible et **nécessaire** de construire ce front serait celle qui aurait comme objectifs les points suivants (dont nous précisons plus en détail le contenu plus loin):

- A) L'unité de tout le peuple contre la dictature gorille.
- B) La lutte pour la restauration des libertés démocratiques.
- C) La défense au niveau de vie des masses.

4) Dans les conditions actuelles ce front doit nécessairement se constituer nationalement, provincialement et surtout au niveau de la commune et de la base.

5) A l'intérieur du front politique de la résistance les organisations politiques conserveraient leur indépendance organique et de propagande: la liberté de critique, en autant que le caractère de l'alliance le permettra, et la possibilité de resserement des liens entre les diverses forces de façon bilatérale.

III. LE MOUVEMENT DE RESISTANCE POPULAIRE

1) Dans les conditions actuelles, un front politique n'aurait pas de sens

pour les masses s'il n'est pas soutenu par un ample mouvement de masses qui aille plus loin que les partis politiques.

2) Il nous semble indispensable qu'il y ait la formation "par en bas" d'un grand mouvement qui ouvre les portes à l'incorporation à la base de contingents de secteurs du peuple chaque jour plus nombreux. Ceux-ci, sans appartenir aux partis politiques du front se multiplieront en dépassant leur mécontentement et leur colère contenue contre la dictature et sa politique pour être prêts à s'incorporer à la lutte sans pour cela s'incorporer aux partis politiques.

C'est aujourd'hui une réalité que l'existence d'un large secteur du peuple qui, sans s'identifier avec les partis qui ont gouverné le Chili dans un passé récent ni avec les secteurs du PDC ni avec le MIR s'accroît de plus en plus par le nombre et par son opposition à la dictature et sera progressivement disposé à s'incorporer à la lutte contre la dictature militaire. Ne pas leur ouvrir les portes ou les enfermer dans la seule possibilité de s'incorporer aux partis politiques, sera en pratique les rendre marginaux à la lutte.

3) Pour cela nous proposons la constitution du Mouvement de Résistance Populaire auquel peuvent s'incorporer tous les secteurs du peuple qui approuvent la plateforme (la même que celle du front politique), **qu'ils soient ou non de militants** de partis du front. Nous proposons aussi qu'à la base, dans chaque usine, "fundo" (grande propriété agricole), banlieue ouvrière, lycée, université, bureau public, etc. ce mouvement prenne la forme de Comité de Résistance Populaire (en se structurant en accord avec son développement communal, provincial ou national).

IV

Avec ces objectifs et ces formes organiques nous ne voyons pas d'éléments qui puissent empêcher ou retarder indéfiniment l'unité que nous disons rechercher. Cela s'est réalisé dans les limites du possible à l'extérieur, où on a avancé énormément avec l'appel unitaire signé par toute la gauche à Rome, il y a quelques mois.

C'est dans le but d'obtenir cette unité, qui nous apparaît indispensable pour combattre la dictature militaire, que nous sommes disposés à faire tous les efforts nécessaires.

Semaine de solidarité avec les travailleurs chiliens

du 4 au 11 septembre

Partout dans le monde -tous ceux qui suivaient d'un oeil sympathique la progression du gouvernement Allende,
-tous ceux qui s'indignent des agissements des impérialistes,
-tous ceux qui détestent le fascisme,
-tous ceux qui appuient la lutte entreprise par les travailleurs chiliens pour reprendre le pouvoir,
tous ceux-là consacrent la semaine du **4 au 11 septembre** à manifester concrètement leur appui aux travailleurs chiliens.

A Montréal, tous les groupes progressistes se sont unis pour préparer le programme suivant:

- MARDI, 3 SEPT.** Conférence de Presse d'ouverture de la Semaine de Solidarité.
- MERCREDI, 4.** Conférence de Presse donnée par les représentants de la Coordinatrice de la Gauche chilienne à Rome, à 11h. a.m., au 1212 rue Panet.
- MERCREDI, 4** Soirée politico-culturelle à la salle "Le Plateau", à 8h. p.m.
-Projection du film "Allende", suivie d'un échange sur le gouvernement de l'Unité Populaire
-Spectacle de musique chilienne donné par le groupe "Los Pehuenches" et un groupe de théâtre-musical.
- JEUDI, 5** Début de la semaine de cinéma chilien. Les projections, toujours suivies de discussions, se feront à la Cinémathèque Nationale, 1700 rue St-Denis, à 7h.30 p.m.
-Film tchèque
-Septembre chilien
- JEUDI, 5** Lancement d'un livre sur le rôle de l'Eglise chilienne dans le coup d'Etat.
- VENDREDI, 6** -Campamento
-Chile
-Valparaiso, mi amor
- SAMEDI, 7** - à 2h. p.m., à la Cinémathèque, conférences sur l'impérialisme.
-à 7h.30 p.m., les films:
-Con poemas y fusiles
-Cómo y cuándo se mata a un genral
-Chile se pone los pantalones largos
- SAMEDI, 7** Première nord-américaine d'un long métrage chilien: Terre Promise. (Soirée-bénéfice pour la résistance)
- DIMANCHE, 8** Messe oecuménique avec la participation des Eglises canadiennes en hommage aux assassinés par la dictature.
- LUNDI, 9 ET MARDI, 10** Projections de films militants et discussions dans quelques quartiers populaires
Pena au Café Campus
- MARDI, 10** Manifestation pour dénoncer la complicité du Canada avec la junte militaire et manifester la solidarité du peuple québécois avec le peuple chilien.
- MERCREDI, 11** -manifestation devant l'édifice C.I.L.
-marche et fin de soirée dans une salle où il y aura Fête de Solidarité avec la participation de différents groupes nationaux.

Du 4 au 11 sept. le VIDEOGRAPHE (1604 St.Denis) présentera le soir des vidéos sur le Chili (dont un récent) en alternance avec des vidéos sur le Québec.